



**PRÉFET
DE LA CORRÈZE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de
l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-
Vienne
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 10/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BUTAGAZ

Rue Eugène Freyssinet
ZI BEAUREGARD
19100 Brive-La-Gaillarde

Références : [référence à compléter](#)

Code AIOT : 0006000381

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement BUTAGAZ implanté RUE EUGENE FREYSSINET ZI DE BEAUREGARD 19100 Brive-la-Gaillarde. L'inspection a été annoncée le 03/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du programme annuel 2025 de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ
- RUE EUGENE FREYSSINET ZI DE BEAUREGARD 19100 Brive-la-Gaillarde
- Code AIOT : 0006000381
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site Butagaz de Brive-la-Gaillarde est un relais vrac (classé SEVESO seuil bas depuis le 15 juin 2018) disposant d'une sphère en service pour stocker et distribuer du propane en vrac et une seconde sphère mise au "chômage" (sphère PR02).

Afin de limiter les zones d'effets définies dans le plan de prévention des risques technologiques (PPRT), outre la diminution des quantités stockées avec la mise au chômage d'une des deux sphères de stockage, l'exploitant a réalisé des travaux de réduction du risque à la source. Ces modifications sont actées par arrêté préfectoral du 4 décembre 2019 dans le cadre d'une actualisation des prescriptions applicables au site.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Équipement sous pression
- Explosifs
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Pertes d'utilité – suivi des installations d'alimentation électrique de sec	Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.3.6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Conformité des équipements sous pression	Code de l'environnement du 18/11/2025, article L557-4	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Détection gaz et flamme - emplacements	Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.3.7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Vérification de la détection gaz	Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.3.7	/	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
16	Vérifications des matériels utilisables en atmosphère explosible	Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.3.2	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
18	Conformité au dossier d'autorisation - camions équipés de soupapes	Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 1.3.1	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Autonomie des GMP	Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Prévention des accidents – Formation des personnels	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie - vérification périodique	Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
5	Mesures de réduction du risque à la source	Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 8.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6, point III	/	Sans objet
7	Inspection périodique et réqualification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	/	Sans objet
11	Détection gaz - type de détection et plan	Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 6	/	Sans objet
12	Niveau de la détection gaz (% LIE)	Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 7	/	Sans objet
13	Détection flamme - vérification	Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.3.7	/	Sans objet
14	Localisation des risques - ATEX	Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.1.1	/	Sans objet
15	Matériels utilisables en atmosphère explosibles	Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.3.1	/	Sans objet
17	Dispositif mis en place pour indiquer la direction du vent	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27	/	Sans objet
19	Conformité au dossier d'autorisation - chariots	Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 1.3.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	élevateurs			

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des précisions complémentaires ainsi que des éléments de justification sont attendus pour certains points, notamment en ce qui concerne la détection de gaz. En outre, des actions correctives sont attendues au niveau des équipements sous pression.

Enfin, un dossier de "porter à connaissance" pour la réception sur site des camions équipés de citernes avec soupapes est attendu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autonomie des GMP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Autonomie des GMP
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 30/12/2025
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, et notamment : - une pomperie incendie composée de n groupes moto pompe autonomes. n-1 groupes étant capables de fournir le débit requis de 474 m³/h Le démarrage des groupes est asservi à l'alarme du site, et leur réserve de carburant est dimensionnée pour leur permettre de fonctionner pendant plus de 4 heures, [...].
Constats : Ce point est levé compte tenu des explications données lors de la visite d'inspection du 18 novembre 2025. Voir l'annexe confidentielle pour plus de détails
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prévention des accidents Formation des personnels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents _ Formation des personnels

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 30/01/2025

Prescription contrôlée :

Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.

EDD 2015 _ Annexe 2 _ point X.1.2.3.1 « Formation des personnels de l'établissement »

Au niveau de l'établissement, la formation locale devant être donnée à chaque personne dans son poste est définie dans le « Manuel HSSSE Centres et Dépôts ».

....L'ensemble des personnels techniques et opérations des sites industriels reçoit une formation spécifique, suivie de recyclage, à la prévention des accidents majeurs :

- . intervention sur fuite et feux de gaz importants,
- . gestion d'un sinistre pour les directeurs d'opération interne,
- . communication de crise pour le chef d'établissement.

Procédure de contrôle véhicules & conducteurs SE.PG/EH.03 _ point 5 « FORMATION DU PERSONNEL DÉSIGNÉ » :

« Le personnel désigné (agent de surveillance, administratif, pompiste, cariste, etc.) recevra une information / formation par le personnel d'encadrement du site sur la définition et les critères d'acceptabilité des différents points de contrôle. Elle fera l'objet d'un enregistrement en vertu du Manuel H3SE Centres & Dépôts »

Constats :**Constat du 19 novembre 2024**

Concernant les formations spécifiques suivantes :

- . intervention sur fuite et feux de gaz importants ;
- . gestion d'un sinistre pour les directeurs d'opération interne ;
- . communication de crise pour le chef d'établissement ;

L'exploitant a produit les attestations de formation (comprenant notamment les objectifs et prérequis pour la thématique « gestion de crise »). Il a également présenté pour les 3 agents concernés par ces formations et via l'outil GMAO leur enregistrement pour le suivi.

Les points consultés par l'Inspection pour chaque agent sont repris ci-après.

Concernant la formation « contrôle véhicules & conducteurs », prévue point 5 de la procédure SE.PG/EH.03 :

L'exploitant précise que les formations qui concernent des opérations importantes pour la sécurité (OIPS) sont assurées par un formateur certifié « Butagaz » et que les 3 opérateurs concernés disposent d'une validation du suivi de ces formations.

Cette formation serait ainsi intégrée à la formation relative aux opérations de chargement / déchargement pour laquelle l'exploitant a produit l'OIP N°7 « chargement d'un camion petit vrac » de la procédure « SE.SE/EH.01 - MAJ 3.2 » du « manuel HSSSE centres et dépôts ». Il a précisé que la validation de la formation « contrôle véhicules & conducteurs » relevait d'un des points de vérification du paragraphe « Mise en sécurité » au point 1 « Réceptions du ca-

mion » de la fiche I « Déroulement des opérations de chargement.

Ce point prévoit que « L'opérateur s'assure auprès du chauffeur... » que les contrôles avant chargement ont été réalisés suivant organisation du site ».

Pour l'Inspection et dans la mesure où :

- ce point ne prévoit que la vérification « auprès du chauffeur » de la réalisation des contrôles avant chargement, sans préciser que l'opérateur doit procéder lui-même à ces vérifications ;
- il n'est pas fait explicitement référence aux éléments de contrôles prévus dans la procédure « contrôle véhicules & conducteurs SE.PG/EH.03 » .

L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection pour le site du dépôt de Brive, et à propos de la formation « contrôle véhicules & conducteurs », prévue au point 5 de la procédure SE.PG/EH.03, les éléments suivants :

- **descriptif des dispositions relatives à l'information / formation par le personnel d'encadrement du site sur la définition et les critères d'acceptabilité des différents points de contrôle ;**
- **de son enregistrement clairement identifié en vertu du « Manuel H3SE Centres & Dépôts ».**

Constat du 18 novembre 2025

L'exploitant indique, dans son courrier du 13 février 2025, que le lien avec la procédure SE.PG/EH.03 a directement été ajouté à l'OIPS 7 (Opérations Importantes Pour la Sécurité) "chargement d'un camion petit vrac - BGVL" au niveau de la partie 1.

Lors de la visite d'inspection du 18 novembre 2025, l'inspection des installations classées a consulté l'OIPS "chargement de camion petit vrac - BVGL" et a constaté, pour les documents ayant la version 4.2, la présence d'une phrase mentionnant la procédure SE.PG/EH.03.

Compte tenu de ces éléments ce point est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie - vérification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie _ vérification périodique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 30/01/2025

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Constat du 19 novembre 2024

La dernière intervention de contrôle et d'entretien complet des extincteurs portatifs et sur roues a été réalisé par un prestataire extérieur le 04/07/2024.

Les dernières interventions d'entretien des groupes motopompes (GMP), assurées également par un prestataire extérieur, sont intervenues les 21 et 22/03/2024.

Les préconisations et/ou prescriptions mentionnées dans les rapports de ces contrôles sont corrigées par les prestataires respectifs.

Le contrôle du débit des GMP est réalisé sur la base d'une fréquence annuelle. L'exploitant précise que pour des raisons d'économie financière et de réduction de la consommation en eau, il procède en alternance à un test complet réalisé tous les trois ans sur la base de débit-mètres à ultrasons étalonnés, et tous les ans (dans l'intervalle) par des relevés manométriques au niveau des colonnes montantes d'alimentation des hydrants.

Ces contrôles triennaux plus complets permettent, notamment, d'identifier une pression en correspondance à un débit et de valider les bases de calculs pour les tests effectués les deux années suivantes.

La dernière campagne de mesures renforcée des débits incendie a été réalisée sur le site BU-TAGAZ de Brive du mardi 16 au mercredi 17 avril 2024 (extrait du rapport en annexe confidentielle).

L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que ce rapport ne semble pas tenir compte de l'objectif de besoin en eau de 474 m³/h (pendant 4h), prévu à l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 04/12/2019 sus-visé.

L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection, de la bonne prise en compte dans les tests qu'il réalise, de l'objectif de besoin en eau de 474 m³/h (pendant 4h) prévu à l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constat du 18 novembre 2025

L'exploitant indique, dans son courrier du 13 février 2025, que lors des mesures de débits incendie réalisées les 16 et 17 avril 2024, un débit de 481 m³/h a été mesuré.

Lors de la visite d'inspection du 18 novembre 2025, il a été précisé à l'inspection que le débit de 469 m³/h, dans la synthèse des mesures de débit réalisées, est un débit théorique. Le volume mesuré lors des tests, mentionné également dans ce même document, est quant à lui de 481 m³/h.

Compte tenu des éléments transmis, ce point est levé.

Toutefois, il appartient à l'exploitant de mettre à jour son document en modifiant le débit théorique requis par celui précisé dans son arrêté préfectoral, à savoir dans le cas présent 474 m³/h et non 469 m³/h, comme l'indique son document.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Pertes d'utilité – suivi des installations d'alimentation électrique de sec

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.3.6

Thème(s) : Risques accidentels, Pertes d'utilité – suivi des installations d'alimentation électrique de sec

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 30/01/2025

Prescription contrôlée :**Prescription contrôlée :**

Les dispositions associées à la gestion des pertes des utilités font partie intégrante du Système de gestion de la sécurité du site. Elles précisent en particulier les dispositions prévues par l'exploitant pour continuer d'exploiter les installations concernées du site par un accident majeur potentiel par le biais d'une alimentation de secours ou pour mettre ces installations en repli.

Ces passages en alimentation de secours ou en repli font l'objet de tests et d'essais périodiques.

Le cas échéant, le remplissage des réservoirs des groupes électrogènes de secours est vérifié régulièrement.

Le rapport d'inspection de la précédente visite du 19/09/2023 mentionnait :

L'exploitant communiquera sous 15 jours à l'inspection les mesures prises au regard des préconisations émises dans le rapport.

Constats :**Constat du 19 novembre 2024**

Dans sa réponse du 05/01/2024 à l'Inspection, l'exploitant a justifié du remplacement de la batterie (éléments visés dans le rapport du 22 mars 2023, de maintenance préventive annuelle du dispositif de sécurité d'alimentation électrique).

Il n'a cependant pas justifié de la régularisation des autres observations relatives à l'« EQUIPEMENT Bloc Energie Sécurité 24Vdc » visés en synthèse des commentaires, à savoir :

- Les alarmes du chargeur ne sont pas supervisées - Défaut terre Hors Limites. La polarité négative est à 0,8Vdc du potentiel de la terre (Vérification à faire sur l'utilisation)
- Le coffret est installé dans une salle avec des batteries Pbe sans extraction d'air (présence climatisation).

Lors de la présente visite du 19/11/2024, l'exploitant a précisé ne pas avoir finalisé la régularisation des points suivants pour lesquels il indiquait dans sa réponse en début d'année :

- « Le défaut de terre est un défaut mineur qui ne dégrade pas le niveau d'efficacité des équipements (néanmoins BUTAGAZ continue à chercher l'origine de ce défaut), néanmoins l'exploitant a indiqué à l'Inspection que ce point est difficilement résolvable ;
- « Le sujet de ventilation du coffre est en cours d'étude et une réponse appropriée sera apportée durant l'année 2024. ».

L'exploitant précisera sous 15 jours à l'inspection l'échéancier qu'il se fixe pour la régularisation de ces points.

Constat du 18 novembre 2025

Document consulté : Expression du besoin - SE.PG/TI.01 N°2 MAJ 5 - onglet 1

L'exploitant indique, dans son courrier du 13 février 2025, que le défaut mineur de mise à la terre est commun dans l'industrie et ne présente pas de risque. Pour ce qui est de la ventila-

<p>tion, il indique qu'elle est à l'étude et qu'il est envisagé une mise en place courant 4ème trimestre 2026.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection du 18 novembre 2025, l'inspection a constaté qu'aucune ventilation n'est présente dans le local.</p> <p>L'exploitant a transmis via courriel du 27 novembre 2025, un document intitulé "expression du besoin" ayant pour référence SE.PG/TI.01 N°2 MAJ 5 - onglet 1 et signé le 27 novembre 2025.</p> <p>Les documents transmis ne précisent pas de date de mise en place du système de ventilation du coffre. En outre, aucune justification documentaire n'est apportée concernant la mise à terre (défaut commun dans l'industrie).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place une ventilation du coffre sous un délai de 3 mois.</p> <p>En ce qui concerne la justification documentaire du caractère commun du défaut mineur de mise à la terre dans l'industrie et qu'il ne présente donc pas de risque, l'exploitant transmet les éléments documentaires sous un délai de 3 mois.</p> <p>A défaut de transmission des éléments demandés ou de non mise en place dans ce délai de 3 mois, l'inspection pourra proposer un arrêté préfectoral de mise en demeure à Monsieur Le Préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 5 : Mesures de réduction du risque à la source

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 8.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de réduction du risque à la source</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 30/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chapitre 8.1 Mesures de réduction du risque à la source article 8.1.1 : Mesures complémentaires Limitation de la hauteur de produits à l'intérieur de PR1 Annexe 4.6. (Cf. annexe confidentielle)</p>
<p>Constats :</p>

Voir partie confidentielle
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6, point III
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage.</p> <p>Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine re-qualification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis, via mail du 17 novembre 2025, la liste des équipements sous pression présents sur site.</p> <p>Par sondage, trois plaques d'identification des équipements à pression présents sur site ont été examinées (appareils de numéros 208, 1028 et 1005).</p> <p>Les informations présentes sur les plaques d'identification sont en adéquation, pour ces 3 équipements, avec la liste des équipements sous pression fournie via mail.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Inspection périodique et réqualification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoir d'air de 8 m3
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 15 - Inspection périodique</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>[...]</p>

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire.

Article 18 - Requalification périodique

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

-[...]

- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Constats :

Par sondage, trois plaques des équipements à pression présents sur site ont été examinées (appareils de numéros 208, 1028 et 1005).

Les trois équipements examinés sont à jour de leurs inspections périodiques et requalifications périodiques d'après les informations présentes dans la liste des équipements sous pression fournie et les informations présentes sur les plaques d'identification de chaque appareil.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Conformité des équipements sous pression

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/11/2025, article L557-4

Thème(s) : Risques accidentels, Accessoires de sécurité

Prescription contrôlée :

Article L557-1

En raison des risques et inconvénients qu'ils présentent pour la sécurité, la santé et la salubrité publiques ou pour la protection de la nature et de l'environnement, sont soumis au présent chapitre les produits et les équipements mentionnés aux 1° à 4° et répondant à des caractéristiques et des conditions fixées par décret en Conseil d'État :

1° Les produits explosifs ;

2° Les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles ;

3° Les appareils et matériels concourant à l'utilisation des gaz combustibles ;

4° Les appareils à pression.

Article L557-4

Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage.

Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations.

Pour des raisons techniques ou de conditions d'utilisation, certains produits ou équipements peuvent faire l'objet d'une dispense de marquage.

Article R557-9-1 :

Au sens de la présente section et de la section 14, on entend par :

" Équipements sous pression " : récipients, tuyauteries, accessoires de sécurité et accessoires

sous pression (y compris, le cas échéant, les éléments attachés aux parties sous pression, tels que les brides, piquages, raccords, supports et pattes de levage) dont la pression maximale admissible PS est supérieure à 0,5 bar ;

[...],

" Accessoires de sécurité " : des dispositifs destinés à la protection des équipements sous pression et ensembles contre le dépassement des limites admissibles, y compris des dispositifs pour la limitation directe de la pression, **tels que les soupapes de sûreté**, les dispositifs à disques de rupture, les tiges de flambage, les dispositifs de sécurité pilotés (CSPRS) et des dispositifs de limitation qui mettent en œuvre des moyens d'intervention ou entraînent la coupure et le verrouillage, tels que les commutateurs actionnés par la pression, la température ou le niveau du fluide et les dispositifs de mesure, de contrôle et de régulation jouant un rôle en matière de sécurité (SRMCR) ;

[...].

Constats :

Documents consultés :

- documentation technique de la soupape de marque ATM,
- certificat de tarage et conformité, en date du 5 février 2021,
- information de rappel de produit pour les soupapes ATM mises sur le marché depuis le 30 novembre 2013 sur le site "Rappel Conso",
- déclaration UE de conformité, en date du 12 juillet 2023, pour la soupape API 1E2, de référence 311A3 1E2, de numéro de série 5010132 qui équipe le réservoir de numéro de série 1028,
- procès-verbal de remise en état de soupape, en date du 8 juin 2020, pour la soupape de marque SEPAG, de numéro de série 515264 et équipant le réservoir de numéro de série 1005.

Premier point

Les deux soupapes de marque ATM équipant le réservoir d'air d'un volume de 8016 l, de marque SITUB et de numéro de série 1005, présent sur site font l'objet d'un rappel consommateur, car la conception des soupapes de sécurité ne garantit pas une protection fiable ce qui peut entraîner, en cas de surpression dans l'équipement équipé desdites soupapes, un éclatement de l'équipement pouvant entraîner un risque de blessures graves pour les utilisateurs à proximité.

Second point

Les soupapes équipant les réservoirs d'air au niveau des compresseurs sont d'après les informations transmises réglées à une pression de tarage de 16 bars chacune.
L'inspection n'a pas de commentaire particulier sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède au changement **sous 15 jours** des soupapes ATM présentes sur l'équipement susmentionné.

Il transmet sous 1 mois la documentation de conformité des nouveaux accessoires de sécurité.

NB : en application des dispositions des articles R557-14-2 et R557-14-3 du code de l'environnement, un exploitant doit s'assurer que les conditions d'utilisation des équipements sont conformes à celles pour lesquelles ils ont été conçus et fabriqués et qu'ils doivent être munis de dispositifs de protection appropriés lorsque, dans des conditions de fonctionnement raisonnablement prévisibles, les limites admissibles pourraient être dépassées.

En outre, il s'assure qu'il ne dispose pas d'autres accessoires de sécurité (soupapes) présents sur son site faisant l'objet d'un rappel consommateur. Le cas échéant il procède au remplace-

ment des accessoires. L'exploitant transmet la liste actualisée des soupapes équipant les équipements sous pression sur son site à l'inspection, sous un délai de 3 mois maximum.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Détection gaz et flamme - emplacements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.3.7
Thème(s) : Risques accidentels, Emplacements de la détection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. [...].</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Documents consultés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - étude de l'implantation des détecteurs de gaz et de flamme, en date du 20 juillet 2009, - plan de sécurité d'intervention en date du 10 mai 2024. <p>Par mails des 17 et 27 novembre 2025, l'exploitant a transmis un plan de sécurité d'intervention, en date du 10 mai 2024, et une étude d'implantation, en date du 20 juillet 2009 afin de justifier l'implantation des différents détecteurs de gaz et de flammes présents sur site.</p> <p>Pour rappel, le site a fait l'objet de modifications opérationnelles conduisant à l'arrêt de stockage de bouteilles de gaz en 2018.</p> <p>L'étude d'implantation mentionne à plusieurs reprises les stockages de bouteilles pleines et de bouteilles vides qui sont considérés comme des zones encombrées afin de déterminer l'emplacement des détecteurs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant précise si une mise à jour de l'étude de l'implantation des détecteurs de gaz ainsi que des détecteurs de flammes a été réalisée depuis les modifications apportées sur site.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant met à jour son étude de l'implantation des capteurs de gaz ainsi que des détecteurs de flammes et transmet celle-ci, sous un délai de deux mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Vérification de la détection gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.3.7

Thème(s) : Risques accidentels, Détection gaz et flammes

Prescription contrôlée :

[...].

L'exploitant [...] organise suivant une fréquence qu'il définit des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Documents consultés :

- procédure MI.PG/TM.01.KC - détection gaz fixe - maintenance
- fiche de maintenance, MI.PG/TM.04.KC - détection gaz fixe - ODLHAM - page 1 du 6 novembre 2025,
- déclaration de conformité constructeur pour les détecteurs de gaz OLCT60, en date du 26 mai 2008,
- déclaration de conformité constructeur pour les détecteurs de gaz OLCT IR, en date du 17 février 2009,
- rapport d'intervention numéro SAV-ENR17-2024V1 de la société Autochim, en date du 4 juin 2025,
- déclaration de conformité constructeur pour les détecteurs de gaz observer-i acoutsic, en date du 30 mai 2017,
- certificat de composition de la bouteille étalon, réalisé par la société CALGAZ, ayant comme référence 1810-9173 et comme date de fin de validité, le 26 septembre 2029.

Point 1

La fiche de contrôle, en date du 6 novembre 2025, précise dans la partie commentaire qu'il n'a y pas de calibration sur les DGIR 16, 17, 20 et 23. En outre, ces mêmes détecteurs ne sont pas listés dans les contrôles réalisés par l'opérateur sur cette même fiche.

Pourtant, page 5 du document intitulé MI.PG/TM.01.KC Màj 10, sont précisés les étapes et le matériel à utiliser pour les contrôles et la calibration des détecteurs catalytiques / IR en utilisant, notamment, une bouteille de calibration.

Point 2

La procédure intitulée MI.PG/TM.01.KC Màj 10 prévoit l'utilisation d'un gaz étalon reproduisant 50 % de la LIE. En outre, son point 4.1, précise qu'il y a également la vérification du zéro.

Toutefois, cette procédure ne précise pas comment, à partir d'un gaz ayant une concentration équivalente à 50% de la LIE, l'opérateur réalise le bon fonctionnement des détecteurs pour les valeurs à 20% et 40% de la LIE.

Point 3

Lors de visite d'inspection du 18 novembre 2025, l'exploitant était équipé d'un détecteur portable, de marque VENTIS, qui est calibré de manière semi-automatique par une "base" de marque DSX, d'après les explications de l'exploitant. Le certificat d'étalonnage de la bouteille étalon utilisée par cet appareil a également était présenté à l'inspection. Ce dernier document indiquait une valeur de 0.35% pour le N-Pentane, 18% pour l'oxygène et le complément en azote.

<p>Point 4</p> <p>L'inspection a consulté le rapport d'intervention de la société AUTOCHIM transmis via mail du 27 novembre 2025.</p> <p>Ce rapport d'intervention, en date du 4 juin 2025, indique que le détecteur sonique (DGUS 24) fonctionne correctement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Point 1</p> <p>L'exploitant précise si les détecteurs de gaz infra-rouges sont ou non calibrés régulièrement et s'ils font l'objet de contrôle réguliers de leur bon fonctionnement. Le cas échéant, l'exploitant réalise le contrôle de bon fonctionnement des capteurs IR.</p> <p>Les éléments attestant du fonctionnement de ces détecteurs IR sont transmis à l'inspection.</p> <p>Point 2</p> <p>L'exploitant transmet les éléments précisant comment, à partir d'un gaz ayant une concentration équivalente à 50% LIE, l'opérateur réalise le bon fonctionnement des détecteurs pour les valeurs à 20% et 40 de la LIE (procédure de maintenance...).</p> <p>En outre, l'exploitant transmet le certificat d'étalonnage relatif à la bouteille utilisée pour la calibration de ces détecteurs fixes.</p> <p>Point 3</p> <p>L'exploitant transmet les éléments détaillant la calibration des détecteurs portatifs utilisés par les opérateurs et notamment les caractéristiques des bouteilles étalons, requises.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 11 : Détection gaz - type de détection et plan

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Implantation des détecteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 6 de l'arrêté ministériel du 1 janvier 2008</p> <p>Des détecteurs sont installés afin de pouvoir détecter toute fuite de gaz dans les meilleurs délais. Leur implantation tient compte des caractéristiques des gaz à détecter, des risques de fuites, des risques d'inflammation et de la sensibilité de l'environnement. L'exploitant établit un plan de détection de gaz indiquant l'emplacement des capteurs et les appareils asservis à ce système.</p> <p>Extrait de l'étude de dangers, annexe 6.16 fiches MMR (A mettre dans partie confidentielle...)</p> <p>3 types de détecteurs de gaz sont présents sur le site de Brive :</p> <ul style="list-style-type: none"> - détecteur catalytique avec 2 seuils de détection : 20% LIE et au plus 50% de la LIE. Le second seuil enclenche la mise en sécurité du site. Le principe repose sur l'oxydation cataly-

tique du gaz par un filament de platine chauffé électriquement (entre 400° C et 600° C). La concentration du gaz est suivie en mesurant les variations relatives de résistance des éléments. Elles résultent d'une augmentation de la température en raison de la combustion. Cette technologie est la plus utilisée sur les sites BUTAGAZ et est présente en majorité sur le site de Brive

- détecteur infra-rouge : le rayonnement infrarouge (provenant d'une lampe ou d'une diode laser, et généralement modulé) traverse une cellule d'échantillonnage et est absorbé par le gaz cible. Le trajet optique peut avoir une longueur de plusieurs centimètres et subir des réflexions multiples. L'absorption est mesurée à l'aide de capteurs thermiques, quantiques ou photoacoustiques.

- détecteur à ultrason : cette technologie est basée sur la mesure des ultrasons (>25 kHz) émis par la détente d'un gaz lors d'une fuite. Ainsi ces détecteurs peuvent réagir dès la fuite du gaz, sans attendre la formation de vapeur ou l'inflammation du nuage

Constats :

Documents consultés :

- plan de sécurité du 10 mai 2024 - référence 27 12 001-14 - Ind AC,
- liste des détecteurs de gaz présents sur site.

Lors de la visite d'inspection du 18 novembre 2025, l'inspection a vérifié la présence, par sondage, de 6 détecteurs de gaz.

Il apparaît que les détecteurs de gaz sont aux emplacements indiqués sur le plan présenté par l'exploitant.

En outre, la liste des détecteurs de gaz transmise confirme la présence des 3 types de détecteurs de gaz (catalytique, infra-rouge et ultrason).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Niveau de la détection gaz (% LIE)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/01/2008, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Type de détection

Prescription contrôlée :

I. - En cas de détection de gaz inflammable à une concentration supérieure à 20 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE), les détecteurs agissent sur des alarmes perceptibles par les personnels concernés.

II. - En cas de détection de gaz inflammable à une concentration fixée par l'exploitant, inférieure ou égale à 50 % de la LIE, l'ensemble des installations de stockage est mis en état de sécurité. Sauf justification contraire, cet état de sécurité consiste en la fermeture automatique des vannes sur les canalisations de transfert, en l'arrêt des pompes, compresseurs, moteurs et alimentations en énergie autres que ceux nécessaires au fonctionnement des équipements de sécurité et d'intervention.

Constats :

Document consulté : procédure MI.PG/TM.01.KC - détection gaz fixe - maintenance.

<p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que les seuils de détection sont de 20% de la LIE et 40% de LIE. En outre, d'après la procédure "MI.PG/TM.01.KC - détection gaz fixe - maintenance", les niveaux de détection sont de 20% de la LIE (signal sonore) et 40% de la LIE (mise en sécurité du site).</p> <p>Toutefois, il n'a pas été possible d'un point de vue technique, lors de la visite d'inspection, de vérifier les seuils de LIE renseignés dans les différents détecteurs présents sur site (cf. : point 10).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Détection flamme - vérification

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.3.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]. L'exploitant [...] organise suivant une fréquence qu'il définit des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Document consulté :</u> - rapport d'intervention numéro SAV-ENR17-2024V1 de la société Autochim, en date du 4 juin 2025.</p> <p>L'inspection a consulté le rapport d'intervention de la société AUTOCHIM transmis via mail du 27 novembre 2025.</p> <p>Ce rapport d'intervention, en date du 4 juin 2025, indique que les détecteurs flammes fonctionnent correctement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Localisation des risques - ATEX

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Zones ATEX</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Document consulté :</u> plan de zone ATEX temporaire, en date du 14 février 2025.</p>

L'exploitant a transmis via mail du 17 novembre 2025, un plan des zones ATEX (Atmosphère explosible) du site. L'inspection n'a pas observé de différence, au sol et en vue aérienne, entre les zones ATEX du plan et celles réellement présentes sur site. Des plaques indiquant les zones ATEX, avec le symbole Ex, sont présentes sur site ainsi que des marquages au sol.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Matériels utilisables en atmosphère explosibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Zones ATEX

Prescription contrôlée :

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret n° 2015-799 du 01 juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques.

Constats :

Les marquages présents sur les équipements, examinés par sondage, à savoir Ex II 2 GD IP66 / IIC T6 (85°C) permettent de déterminer que les appareils sont utilisés de manière conforme aux dispositions du décret n° 2015-799 du 01 juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Vérifications des matériels utilisables en atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Bon fonctionnement du matériel

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent. **La vérification porte également sur l'état et la conformité des matériels utilisables en atmosphère explosive.**
[...].

Constats :

Documents consultés :

- rapport n° 21697855/164.1.1, en date du 13 février 2025, d'audit d'adéquation des matériels en zone de sécurité électrique / audit d'adéquation de type "périodique"
- annexe 3 - tableur matériel électrique_ATEX,
- tableaux bon de Travaux.

Le rapport n° 21697855/164.1.1, en date du 13 février 2025, d'audit d'adéquation des matériels en zone de sécurité électrique / audit d'adéquation de type "périodique, précise en son point 4 "résultat de l'audit" que les résultats sont présents en annexe 3.

Par mail du 27 novembre 2025, l'exploitant a transmis l'annexe 3 qui précise que 4 observations ont été relevées. Le document tableau transmis et intitulé "Bons de Travaux" qui concerne les corrections réalisées et en cours, n'intègre pas les observations du rapport n° 21697855/164.1.1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'apporter les corrections aux observations relevées dans le rapport n° 21697855/164.1.1. L'exploitant transmet les éléments l'attestant **sous deux mois**.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Dispositif mis en place pour indiquer la direction du vent

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 27

Thème(s) : Risques accidentels, Détection direction du vent

Prescription contrôlée :

Des appareils de détection indiquant la direction du vent, visibles de jour comme de nuit, sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement ou de perte de confinement.

Constats :

Le site dispose d'un manche à air en bon état.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Conformité au dossier d'autorisation - camions équipés de soupapes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 1.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité

Prescription contrôlée :

Article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2019 :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques, mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article R181-46 - point II du code de l'environnement :

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.[...].

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 18 novembre 2025, après questionnement de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le site peut éventuellement réceptionner des camions avec des citernes équipées de soupapes.

L'exploitant a également précisé qu'un dossier de porter à connaissance est en cours de préparation, mais qu'il a pris du retard et qu'il sera transmis très prochainement.

Il est rappelé que toute modification notable doit être portée à la connaissance du préfet, **avant sa réalisation**, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation comme le dispose le point II de l'article R181-46 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet un dossier de porter à connaissance concernant la réception des camions avec citernes équipées de soupapes, **sous un délai de 3 mois maximum.**

A défaut, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure pourra être transmis à Monsieur Le Préfet.

Dans ce dossier de "porter à connaissance", il est attendu que l'exploitant rédige une étude spécifique au site de Brive-La-Gaillarde *a minima* avec les éléments suivants :

- l'emplacement des postes de transfert de camions-citernes et ceux concernés par la modification,
- la liste des phénomènes dangereux retenus liés à la présence de camions munis d'une soupape (scénarios liés à l'ouverture de la soupape...),
- la cartographie des effets thermiques permettant de visualiser les distances d'effets,
- l'impact de ces nouveaux phénomènes dangereux sur la maîtrise de l'urbanisation existante,
- la justification de l'absence de modification des probabilités des phénomènes dangereux actuels,
- l'analyse des effets dominos notamment provoqués par un jet enflammé suite à l'ouverture de la soupape d'un camion-citerne.

L'exploitant précise également, dans ce dossier "de porter à connaissance", tous les types de citernes équipées de soupapes pouvant être accueillies sur site et notamment leurs capacités respectives.

En outre, il précise de manière détaillée et exhaustive, les opérations de chargement et déchargement réalisées par le personnel Butagaz du site et les opérations réalisées par les chauffeurs de camions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 19 : Conformité au dossier d'autorisation - chariots élévateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/12/2019, article 1.3.1

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité

Prescription contrôlée :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques, mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 18 novembre 2025, l'exploitant a indiqué qu'il ne dispose plus de chariots élévateurs sur site suite aux modifications de l'activité intervenues (depuis la fin du stockage de bouteilles de gaz).

En outre, l'inspection des installations classées n'a pas constaté la présence de chariots élévateurs sur site.

Type de suites proposées : Sans suite